

Brochure n° 3052

Convention collective nationale

IDCC : 1996. – **PHARMACIE D'OFFICINE**
(16^e édition. – Mai 2003)

AVENANT DU 17 OCTOBRE 2005
RELATIF AUX CONGÉS EXCEPTIONNELS

NOR : *ASET0650080M*
IDCC : *1996*

Entre :

La fédération des syndicats pharmaceutiques de France ;
L'union nationale des pharmacies de France,

D'une part, et

La fédération nationale du personnel d'encadrement des industries chimiques, parachimiques et connexes CFE-CGC ;

La fédération nationale de la pharmacie Force ouvrière (FO) ;

La fédération nationale des syndicats chrétiens des services de santé et sociaux CFTC ;

La fédération nationale des industries chimiques CGT ;

La fédération nationale des syndicats des services de santé et services sociaux CFDT,

D'autre part,

EXPOSÉ

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 122-20-1 et L. 226-1 ;

Vu la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité et notamment son article 8 ;

Vu la convention collective nationale de la pharmacie d'officine du 3 décembre 1997 étendue par arrêté du 13 août 1998 ;

Considérant que les salariés ayant contracté un pacte civil de solidarité peuvent bénéficier de certains droits identiques à ceux reconnus aux salariés unis par le mariage civil notamment à l'occasion du décès du conjoint, les parties signataires sont convenues, dans le cadre du présent avenant, du point suivant :

ACCORD

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 26 « Congés exceptionnels » des dispositions générales de la convention collective nationale du 3 décembre 1997 sont modifiées et complétées comme suit :

« Indépendamment des congés non rémunérés accordés pour soigner un conjoint malade, un ascendant ou un descendant, prévus à l'article 16, les salariés auront droit sur justification à des congés exceptionnels décomptés en jours ouvrés pour événements familiaux dans les conditions prévues ci-après :

ÉVÉNEMENT	ANCIENNETÉ	
	0 à 3 mois	Plus de 3 mois
	Jours payés	Jours payés
Mariage du salarié	4	6
Mariage d'un enfant	1	2
Mariage d'une sœur, d'un frère		1
Décès du conjoint, du partenaire d'un PACS	2	4
Décès du père, de la mère	2	3
Décès des grands-parents, du frère, de la sœur	1	2
Décès d'un enfant	2	3
Décès du beau-père, de la belle-mère	1	1
Appel de préparation à la défense	1	1
Congé naissance ou adoption	3	3

Ces dispositions annulent et remplacent les dispositions de l'article 26 de la convention collective précitée.

Article 2

Le présent avenant prendra effet à compter du 1^{er} novembre 2005.

Le présent avenant sera présenté à l'extension à la demande de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 17 octobre 2005.

(Suivent les signatures.)